

Enfants, aînés et cadets en sortie de crise en Afrique de l'Est: la résilience familiale ?

C.Thibon

CREPAO

La communication traite de deux questions emboîtées, d'une part elle veut tester la pertinence d'une grille d'analyse retenant les deux binômes ménages et enfants, aînés et cadets, dans des populations en sortie de crise, que ce soit à l'échelle d'une population comme la population urbaine de Bujumbura au Burundi ou de sous-populations comme les IDP au Kenya ; dans les deux cas ces populations ont vécu des drames familiaux, des déracinements, déplacements...et au-delà de ces deux concepts et ce faisant, elle s'interroge sur la place, le rôle de la jeunesse et les tensions qu'une telle relation suscite, les changements historiques et actuels, d'autre part elle questionne les modes de régulation, de digestion, voire de résilience, de ces tensions anciennes et nouvelles au sein des familles.

La démarche retenue, la mise en perspective et la reconstitution historique, s'inscrit dans une recherche en cours¹, principalement au Burundi puis au Kenya, qui traite des formes et pratiques de gestion de la jeunesse violente au sein des familles et ménages, pour cette raison elle modélise quelque peu les situations historiques en trois temps.

Pour le Burundi, remarquons qu'un tel sujet n'a pas fait l'objet de recherches conséquentes si ce n'est ponctuellement dans les années 1970-80 et dans deux domaines bien distincts : d'une part les âges de l'enfance en relation avec l'offre scolaire, la réflexion pédagogique, d'autre part les cadets sociaux comme un groupe ou une classe sociale émergente². Un tel désintérêt peut aussi résulter de ce qui pourrait apparaître comme une anomalie anthropologique au regard des situations africaines voisines de l'Afrique de l'Est : la quasi-absence de classes d'âge instituées au Burundi comme dans les pays voisins de la région des grands lacs. En réalité il s'agit plutôt d'un paradoxe tant les fonctions assurées par les jeunes et les rôles accordés aux jeunes hommes « umusore » et femmes « inkumi »³, une tranche d'âge qui va de la puberté au mariage, sont importants alors que leur place assignée, leur statut et donc une certaine reconnaissance sont faibles même si des termes accordent à la jeunesse une spécificité générationnelle et lui attribue une classe d'âge (de 17 ans à 30-35 ans), c'est ce que souligne dans le cas du Rwanda l'abbé A.Kagame⁴.

En effet historiquement, et nous nous limiterons à un amont la situation immédiatement précoloniale, l'importance économique, sociale et politique de la jeunesse, les « cadets démographiques », ne se vérifie pas dans une reconnaissance sociale au travers de pratiques sociales, de traits culturels qui seraient spécifiques à cet état. Ainsi au tournant du XIX-

¹ Projet ANR doc distribué.

² Cf références bibliographiques jointes

³ Le mariage et la procréation déterminent le changement en un homme-chef de ménage « umugabo », en une femme-mère « umugore »

⁴ Cf.. « La notion de génération appliquée à la généalogie dynastique et à l'histoire du Rwanda », ARSC, Bruxelles, 1959, 117p.

XXième siècle, de la Cour au rugo, des Capitales royales et princières à l'exploitation familiale, la captation des jeunes hommes et de jeunes femmes à marier est essentielle pour la reproduction du groupe, politique et domestique, autant pour la puissance du chef que pour la survie de l'exploitation, autant pour le prestige du chef que pour l'honneur du chef de rugo. Les fonctions et les tâches attribuées aux jeunes sont alors vitales comme la garde et l'entretien des troupeaux surtout en temps de transhumance, les défrichements des terroirs agricoles, la défense du groupe et la mobilisation guerrière et en temps de disette-famine la recherche de nourriture ; il en est de même des jeunes femmes à qui incombent les activités agricoles et domestiques⁵. Leur seule présence en nombre témoigne de la richesse et de la bonne fortune des chefs, des politiques et des chefs de rugo et des maisonnées qui ont tout intérêt à retarder l'âge au mariage de leurs descendants. La fragilité générale des situations acquises tant politique que domestique, qui s'explique en partie par des ressources rares dans des espaces densément peuplés, impose des rapports de force qui demeurent en raison des niveaux techniques atteints (agricoles et guerriers) des rapports de nombre.

Cette captation des jeunes est-elle un mécanisme régulateur associé, imposé à une population, à un peuplement de « monde plein », à des espaces ruraux plutôt fermés à forte densité, ce qui est le cas au tournant du XIX-XXième siècle et du XIXième siècle ou résulte-t-elle d'une stratégie managerielle des aînés, des chefs de ménages voulant atteindre des modèles de « grand chef » ou de « grande famille » ? Certainement les deux raisons, déterminisme démo-économique et reproduction de modèles-stratégies socioculturelles, interviennent pour capitaliser le plus de descendants, mais aussi le plus de relations-alliances matrimoniales, de clients et de dépendants. Dans ces conditions, l'âge au mariage tardif imposé ou désiré, le retard au mariage aux mains des aînés-chefs de ménage, plus généralement les stratégies matrimoniales et les pratiques successorales créent mécaniquement et en terme démographique une tranche d'âge importante, sans pour autant qu'apparaissent des catégories reconnues et instituées, c'est-à-dire des classes d'âge ou des pratiques, formes résiduelles ou non, associées à celles-ci, comme les rites d'initiation, d'isolement, d'apprentissage de groupe et de réinsertion dont on ne trouve aucun témoignage⁶. Cette situation pouvait être explosive tant au niveau social au travers de l'augmentation des dépendants (les bashumba assimilés à des enfants) et donner lieu à certaines mobilisations protestataires (comme les cas d' anti-roi et les révoltes au tournant du XIX-XX ième siècle) mais ceci reste à vérifier.

Mais la prédominance des aînés, en réalité des chefs de ménage, sur les cadets s'idéalisent et se renforcent au quotidien dans la corésidence des ménages sous autorité patriarcale au sein des ingo (forme fréquente d'habitat dispersé avec un regroupement ménager dans un enclos), dans les pratiques matrimoniales (le choix des alliances) et dans les coutumes successorales (la primauté pour le frère aîné). Tout jeune qui se soustrait à ces normes, à cette conformité sociale subit une mort sociale voire physique.

Toutefois ce système familial, du moins ce modèle familial patriarcal, est dans la réalité plus souple. La violence symbolique qu'il génère, connaît des aménagements multiples : à la protection qu'accordent les aînés aux cadets, s'ajoutent des pratiques qui accordent aux jeunes des compensations dont l'accès à la terre pour la constitution de la dot (pratique d'un don lot de terre, l'icibare), l'accès aux femmes (liberté sexuelle tolérée), la possibilité de fonder un foyer-ménage dans la mitoyenneté sous la forme de peuplement en grappe de cases, enfin restent les voies de sortie individuelle de la dépendance clientéliste ou sociale grâce auxquelles le jeune passe d'un père à un autre père, d'un aîné biologique à un aîné social.

⁵ Retard au mariage et intervalles inter-générationnels induisent une fécondité élevée, dans ces conditions la présence de jeunes femmes devient essentielle.

⁶ Le cas de l'itorero rwandaise à la cour rwandaise

Durant la colonisation, les changements économiques, sociaux et culturels amènent des changements dans le modèle ou le système décrits précédemment, sans pour autant les remettre en cause.

Comme pour la période précédente, l'âge au mariage est une bonne clé pour saisir les évolutions, d'autant qu'il est mieux connu et mieux mesuré. Ainsi l'âge au mariage connaît une évolution différenciée que masquent les moyennes générales apparemment stables : on observe selon les régions autant un rajeunissement qu'un plafonnement de l'âge tardif au mariage. D'un côté la remise en cause de l'autorité des aînés par la multiplication des « rapt de séduction », un mariage imposée par les jeunes aux aînés, la mobilité associée à l'économie coloniale marchande, les revenus saisonniers tirés de l'économie de plantation et les migrations internationales « libèrent » les jeunes des aînés ; d'un autre côté les stratégies autoritaires du modèle de la grande famille tirent bénéfice des promotions scolaires de leur descendant, de l'expansion agricole foncière d'une économie de plantations qui valident l'accumulation d'actifs domestiques. Dans les deux cas, qui pourraient suggérer deux évolutions familiales, les marges foncières et économiques, mais également les modes de dépendance (clientélisme pastoral, métayage....) permettent une régulation interne.

L'église catholique diagnostique bien dans les années 1950 cette double évolution : si elle s'inquiète d'un individualisme, une modernisation hors de la tradition, elle vante les valeurs familiales rurales, une modernisation dans la tradition, un « ordre moral des hautes terres » selon l'expression d'A. Guichaoua. La moralisation chrétienne se ressource alors dans les valeurs autoritaires traditionnelles.

Mais de l'Indépendance à nos jours, les voies de régulation de cette tension entre aînés et cadets s'épuisent, la résilience familiale, la reproduction des ménages deviennent de plus en plus difficile. Pour une raison démographique dans un premier temps : le modèle se ferme, suite à l'accroissement spectaculaire des classes d'âge 15-25 ans ; pour des raisons économiques suite à l'épuisement des marges foncières dès les années 1980, à la fermeture des frontières dès l'Indépendance qui annihilent le recours aux migrations circulaires faiblement compensées par une urbanisation limitée, à l'épuisement d'un marché de l'emploi essentiellement public qui se restreint (programme d'ajustement structurel à compter des années 1990), pour des raisons sociales, les modes de dépendance sociale (clientélisme pastoral et foncier) sont contestés puis supprimés.

Dans un tel contexte, seul l'accès au salariat, c'est-à-dire principalement l'éducation puis la fonction publique, donnent une marge de reproduction du modèle familial. Il permet des ouvertures de promotion d'allure générationnelle rythmée d'une certaine façon par la vie politique car chaque changement de régime permet aux jeunes aînés de prendre le pouvoir (République, II et III République sous les Présidents Bagaza, Buyoya), du moins d'accéder à certaines retombées, mais cette promotion sous couvert d'ethnisme ou de régionalisme divise le monde scolaire des promouvables.

La crise politico ethnique de 1993 et la guerre civile qui suit, illustre cette montée en puissance d'une jeunesse qui, instrumentalisée ou pas, occupe le terrain politico-militaire, au risque d'entretenir une dérive somalienne : celle-ci est crainte quand dans un pays en guerre civile les milices issues des bandes de jeunesse débordent les aînés, échappent à leur contrôle et radicalisent le cours des événements.

La situation actuelle s'inscrit dans la tendance dévoilée dès les années 1980 mais les effets de la crise, de la guerre civile et la sortie de crise aiguïsent, accentuent les traits : d'une part et paradoxalement le modèle familial continue de capitaliser les jeunes sans pour autant redistribuer, d'autre part se multiplient des comportements et des pratiques déviantes suggérant au-delà de la déstructuration des ménages une critique du modèle dominant venant des jeunes et en fin de compte la difficulté d'une résilience pour une forte minorité de ménages, enfin comme le signale la thèse de N.Hajayandi sur la socialisation des jeunes, on noterait une rupture générationnelle consécutive à la crise, à la guerre et à la sortie de crise.

Ceci reste à vérifier, à préciser mais les faits démographiques relevés lors des dernières enquêtes démographiques le dévoilent:

- le retard au mariage s'accroît, surtout chez les hommes, beaucoup plus que chez les femmes, ce qui accentue l'écart d'âge au mariage entre hommes et femmes
- les déséquilibres sur le marché matrimonial s'étendent, sous l'effet de la concurrence des remariages des veufs,
- l'importance de la coresidence des jeunes dans les ménages, cette charge ménagère pèse sur les chefs de ménage

D'autres variables intermédiaires (comportements sexuels, demande contraceptive..) ou ménagères (le % des ménages dirigés par des jeunes), des nouvelles pratiques sociales ⁷ et les indices judiciaires (la multiplication des conflits familiaux) témoignent d'un changement silencieux au sein des familles, des ménages d'autant que les aînés ne peuvent plus redistribuer comme par le passé et que parfois ce sont les jeunes qui apportent des revenus.

Toutefois les modèles culturels normatifs « traditionnels » sont prégnants, contestés ils continuent de servir de références, d'avoir une capacité de maintenance ou de recours psychologiques et culturels.

⁷ Cf communication de N.Hajayandi

Références bibliographiques

- R.Botte « le processus de formation d'une classe sociale dans une société africaine précapitaliste » dans C.E.A, 1974, 14, pp 605-626
- R.Manirakiza Population et développement au Burundi , L'harmattan, Paris, 2008
- P.Ngarambe JL. Vinckle « pragmatique de la terminologie de la parenté rundi » dans La civilisation ancienne des peuples des Grands lacs, 1981, Paris, Karthala, pp 360-364.
- E.Ngayimpenda « crise socio-politique et déstructuration des ménages » dans Cahiers démographiques du Burundi, 13, 1999.
- T.Nsabimana « le contrôle de la main d'oeuvre fin XIX-1930 » dans Civilisations, mélange P.Salmon, 1993, 41, pp 307-327
- N. Ndimurukundo « les ages et les espaces de l'enfance dans le Burundi traditionnel » dans Journal des africanistes, 1981, 51, pp 217-234
- P. Rutake « Quelques aspects du droit coutumier » dans Droit et culture, 1981, pp 108-112
- C.Thibon Histoire démographique du Burundi, Karthala, Paris, 2004